



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 août 2009  
Français  
Original : anglais

## Soixante-quatrième session

Point 136 de l'ordre du jour provisoire\*

### Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

## Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2009

### Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations . . . . .	4
III. Recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées. . . . .	5
A. Répartition des recommandations par ancienneté. . . . .	5
B. Recommandations posant problème . . . . .	8
IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne . . . . .	11
V. Rapports publiés au cours de la période considérée . . . . .	15
A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale . . . . .	15
B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme . . . . .	17
C. Rapports de clôture . . . . .	41

\* A/64/150.



## Liste des sigles et acronymes

BINUSIL	Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
CCI	Centre du commerce international CNUCED/OMC
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCPPNU	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
Conseil des chefs de secrétariat	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CMCN	Commission mixte Cameroun-Nigéria
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINUNEP	Mission des Nations Unies au Népal
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

---

OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OCSS	Bureau des services centraux d'appui
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOWA	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNSCO	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés
UNU	Université des Nations Unies

## I. Introduction

1. Le présent additif donne des renseignements sur l'état de mise en œuvre des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI). Certes, un certain nombre d'entités du système des Nations Unies contrôlées par le Bureau appliquent ses recommandations régulièrement et sans tarder, mais le présent additif a pour objet de signaler les recommandations qui posent le plus problème parce que l'Administration n'y a pas donné suite aussi rapidement qu'il aurait fallu ou parce que leur mise en œuvre a pris du retard.

2. Le rapport couvre quatre grands domaines, dans les sections II à V. La première de ces sections présente un bilan général de la mise en œuvre des recommandations. La section III donne une vue plus détaillée, à l'aide d'un tableau d'ancienneté récapitulatif par entité, accompagné d'observations sur les recommandations qui posent problème. La section IV donne la liste des recommandations du BSCI, avec les incidences financières des mesures prévues d'économie de dépenses, de récupération des trop-payés, de gains d'efficacité et d'améliorations diverses. La section V donne la liste des rapports d'inspection publiés par le Bureau entre le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et le 30 juin 2009.

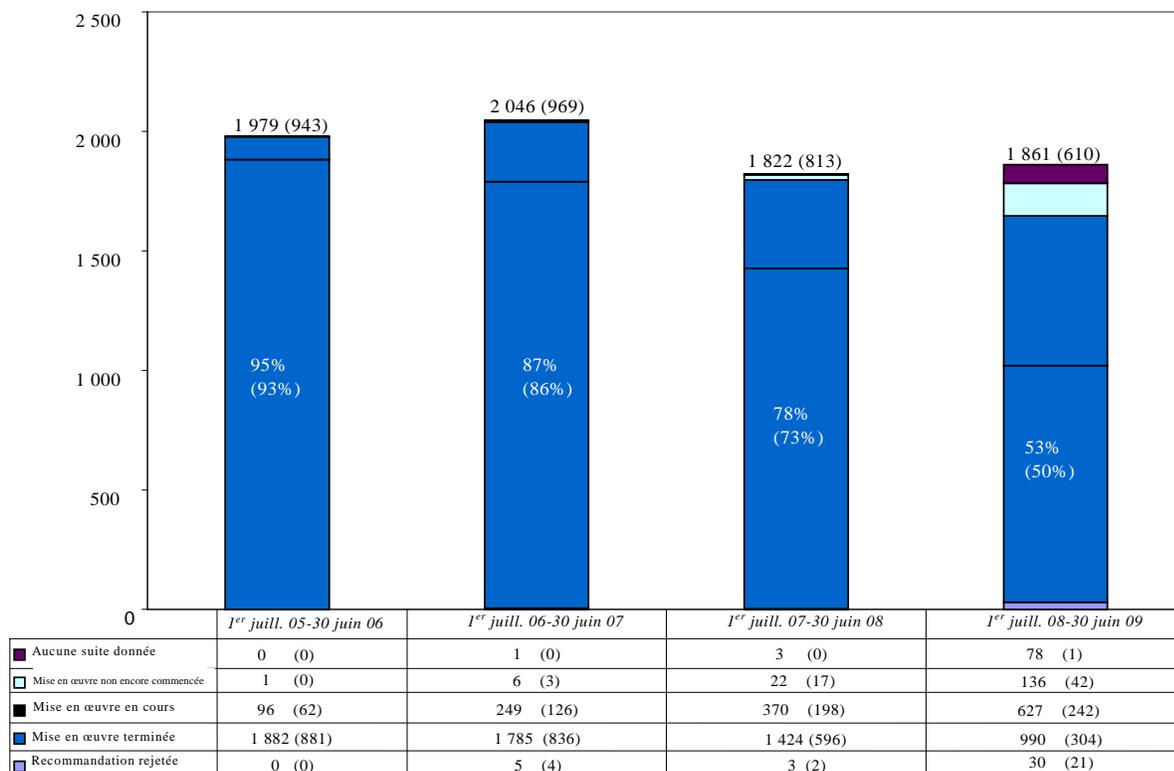
## II. Bilan général de la mise en œuvre des recommandations

3. Au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2009, le Bureau a formulé 1 941 recommandations à l'intention d'entités du système des Nations Unies, dont 635 (33 %) étaient jugées d'importance critique. Au 30 juin 2009, les directeurs de programme avaient appliqué 990 recommandations (53 % du total de celles émises entre le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et le 31 mai 2009), dont 364 (49 %) des recommandations d'importance critique<sup>1</sup>. La figure I ci-après donne la répartition par période des recommandations faites entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2009, ainsi que le pourcentage de recommandations appliquées, par période également.

---

<sup>1</sup> La période considérée va du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 Juin 2009 mais, en raison des délais impartis, les statistiques ne portent que sur les recommandations formulées jusqu'au 31 mai 2009 et leur état d'application au 30 juin 2009.

**Répartition des recommandations faites entre le 1<sup>er</sup> juillet 2005 et le 30 juin 2009 suivant l'état d'avancement de leur mise en œuvre<sup>a</sup> et taux d'application<sup>b</sup>**



<sup>a</sup> Recommandations formulées au 31 mai 2009 et état de leur mise en œuvre au 30 juin 2009. Le nombre des recommandations jugées d'importance critique est donné entre parenthèses pour chaque catégorie.

<sup>b</sup> Les chiffres concernant les recommandations d'importance critique sont donnés entre parenthèses, avec le taux d'application.

### III. Recommandations n'ayant pas encore été pleinement appliquées

#### A. Répartition des recommandations par ancienneté

4. Le tableau 1 donne la répartition par entité de toutes les recommandations qui n'avaient pas encore été pleinement appliquées au 30 juin 2009, ainsi que le nombre d'années depuis lequel chaque recommandation est en souffrance, avec entre parenthèses le nombre de recommandations jugées d'importance critique. Pour recueillir les données de ce tableau, on a donné quatre semaines à chaque entité pour donner des précisions sur le progrès réalisé au 30 juin 2009 dans la mise en œuvre des recommandations. Plus de 99 % des entités ont fait le point pour le BSCI aux fins de l'établissement du présent rapport.

Tableau 1  
Ancienneté au 30 juin 2009 des recommandations en souffrance<sup>a</sup>

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 <sup>er</sup> juill. 08- 30 juin 09	1 <sup>er</sup> juill. 07- 30 juin 08	1 <sup>er</sup> juil. 06- 30 juin 07	1 <sup>er</sup> juill. 99 30 juin 06
	En cours d'appli- cation	Application non encore commencée	Recommen- dation rejetée	Pas de réponse	<1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	>3 ans
BINUSIL	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	17 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	17 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Bureau de la déontologie	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (0)	2 (0)	0 (0)	0 (0)
Bureau des affaires de désarmement	1 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	0 (0)
Bureau des affaires juridiques	10 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (0)	4 (1)	0 (0)	0 (0)
Bureau des affaires spatiales	4 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (1)	0 (0)	0 (0)
Bureau des technologies de l'information et des communications	7 (2)	3 (1)	0 (0)	1 (0)	11 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	12 (1)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	11 (1)	3 (1)	0 (0)	0 (0)
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	1 (1)	10 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
Cabinet du Secrétaire général	27 (5)	2 (2)	3 (3)	1 (0)	6 (4)	5 (2)	22 (4)	0 (0)
CCI	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
CCNUCC	5 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	5 (5)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
CCPPNU	48 (5)	31 (3)	1 (0)	0 (0)	45 (2)	30 (5)	4 (1)	1 (0)
CCPPNU-Service de la gestion des investissements	7 (2)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (2)	1 (1)	2 (0)
CCS	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
CEE	10 (7)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (4)	1 (1)	1 (1)	1 (1)
CEPALC	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
CESAO	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
CESAP	6 (6)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (6)	0 (0)	0 (0)
CMCN	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
CNUCED	20 (7)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	16 (4)	2 (1)	0 (0)	2 (2)
Comité exécutif pour la paix et la sécurité	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
Comité exécutif pour les affaires humanitaires	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
Commission économique pour l'Afrique	45 (20)	4 (4)	4 (2)	0 (0)	26 (15)	4 (1)	5 (4)	19 (6)
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	13 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	13 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Département de l'appui aux missions	30 (22)	1 (0)	3 (3)	3 (0)	21 (9)	15 (10)	0 (0)	1 (1)
Département de l'information	10 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	7 (7)	3 (1)	0 (0)	0 (0)
Département de la gestion	179 (109)	25 (16)	6 (4)	38 (0)	106 (28)	76 (50)	28 (21)	38 (30)
Département de la sûreté et de la sécurité	23 (9)	3 (0)	0 (0)	10 (0)	31 (6)	3 (1)	0 (0)	2 (2)
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	5 (1)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	3 (0)	5 (1)	0 (0)	0 (0)

Entité	Toutes recommandations en souffrance				1 <sup>er</sup> juill. 08- 30 juin 09	1 <sup>er</sup> juill. 07- 30 juin 08	1 <sup>er</sup> juil. 06- 30 juin 07	1 <sup>er</sup> juill. 99 30 juin 06
	En cours d'appli- cation	Application non encore commencée	Recomman- dation rejetée	Pas de réponse	<1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	>3 ans
Département des affaires économiques et sociales	15 (10)	3 (2)	2 (2)	0 (0)	12 (8)	8 (3)	2 (2)	1 (1)
Département des affaires politiques	79 (13)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	7 (5)	60 (4)	11 (4)
Département des opérations de maintien de la paix	51 (36)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	21 (11)	6 (6)	7 (6)	18 (14)
FINUL	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
FNUOD	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
FNUPI	6 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (2)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
HCDH	17 (8)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	6 (5)	5 (1)	6 (2)	0 (0)
MANUA	24 (17)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	10 (6)	4 (2)	8 (7)	2 (2)
MANUI	14 (6)	6 (3)	7 (5)	0 (0)	12 (6)	6 (2)	9 (6)	0 (0)
MINUAD	25 (13)	3 (1)	0 (0)	0 (0)	28 (14)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
MINUEE	9 (6)	2 (2)	0 (0)	0 (0)	10 (7)	0 (0)	1 (1)	0 (0)
MINUK	8 (2)	1 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (1)	3 (0)	1 (1)	7 (0)
MINUL	34 (14)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	23 (8)	1 (1)	7 (4)	3 (1)
MINURCAT	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
MINUS	35 (18)	3 (0)	0 (0)	2 (1)	16 (6)	17 (9)	7 (5)	0 (0)
MINUSTAH	6 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (0)	3 (3)	0 (0)	1 (0)
MINUT	3 (2)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	3 (2)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
MONUC	89 (51)	1 (0)	0 (0)	1 (0)	51 (22)	17 (17)	21 (12)	2 (0)
OCHA	57 (25)	1 (1)	0 (0)	2 (0)	23 (11)	27 (13)	5 (1)	5 (1)
ONUCI	33 (23)	12 (3)	6 (3)	0 (0)	42 (22)	9 (7)	0 (0)	0 (0)
ONUDC	15 (9)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	14 (9)	1 (1)	1 (0)	0 (0)
ONUG	29 (8)	0 (0)	0 (0)	1 (0)	4 (0)	23 (5)	0 (0)	3 (3)
ONU-Habitat	14 (9)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	8 (4)	6 (5)	0 (0)	0 (0)
ONUN	26 (9)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	16 (4)	6 (1)	1 (1)	4 (4)
ONUST	3 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	3 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
ONUV	7 (1)	1 (1)	0 (0)	3 (0)	10 (1)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
PNUE	42 (22)	11 (6)	0 (0)	0 (0)	15 (7)	10 (2)	10 (8)	18 (11)
TPIR	4 (0)	0 (0)	0 (0)	11 (0)	12 (0)	2 (0)	1 (0)	0 (0)
TPIY	35 (12)	0 (0)	3 (2)	0 (0)	33 (12)	5 (2)	0 (0)	0 (0)
UHCR	192 (103)	32 (10)	4 (2)	0 (0)	125 (40)	48 (30)	41 (33)	14 (12)
UNFICYP	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)
UNIDIR	9 (6)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	8 (6)	0 (0)	0 (0)	2 (1)
UNOWA	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)
UNRISD	4 (3)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	4 (3)
UNRWA	1 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	2 (1)	0 (0)	0 (0)
UNSCO	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	1 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
UNU	10 (6)	2 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	11 (7)	1 (0)

<sup>a</sup> Figurent dans ce tableau les recommandations qui avaient été communiquées aux entités au 31 mai 2009 et leur situation au 30 juin 2009. Le nombre de recommandations d'importance critique est donné entre parenthèses.

## B. Recommandations posant problème

5. On trouvera dans la présente section les observations du BSCI sur certaines recommandations dont l'application le préoccupe particulièrement. Il s'agit de cas où l'Administration a, soit rejeté la recommandation, soit manqué d'agir rapidement et adéquatement pour y donner suite.

6. Dans son examen de l'approvisionnement en rations de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental/la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (AP2005/682/06, paru en novembre 2005), le BSCI a recommandé à la Division des achats de prendre des dispositions, en coordination avec le Bureau des affaires juridiques, pour recouvrer un montant de 7,9 millions<sup>2</sup> de dollars indûment versé à un fournisseur. Par la suite, dans le cadre de son examen global des opérations d'achat du Département des opérations de maintien de la paix (AP2005/600/20, paru en janvier 2006), le BSCI a recommandé au Département de déterminer les responsabilités dans le versement indu d'un montant de 7,3 millions de dollars correspondant à des frais de transport. En juin 2008, le Département a demandé au BSCI le classement définitif de cette recommandation, en faisant valoir que le montant susmentionné correspondait au montant que réclamait le fournisseur mais qu'il n'avait en réalité pas été versé. Or, il est indiqué dans le rapport du BSCI que le montant avait été versé au fournisseur et le BSCI a récemment, en 2009, communiqué une nouvelle fois le détail de ce paiement au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité. En février 2009, le Département de la gestion a informé le BSCI que le Bureau des affaires juridiques avait chargé un conseil extérieur d'examiner les aspects juridiques du problème ainsi que l'ensemble des rapports entretenus avec ce fournisseur. De l'avis du BSCI, le Département de la gestion et le Bureau des affaires juridiques auraient dû prendre d'urgence les mesures nécessaires pour recouvrer les sommes versées en excédent, compte tenu de l'ampleur des incidences financières pour l'Organisation. De nouvelles pertes pourront être subies si l'on tarde à régler le problème. Le Département de la gestion, le Département de l'appui aux missions et le Bureau des affaires juridiques examinent actuellement la question.

7. Dans son audit du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CMCN) (AP2007/560/02 et AP2007/560/03, parus en août 2007), le BSCI a recommandé au Département de l'appui aux missions d'approuver rétroactivement les achats locaux effectués sans délégation de pouvoir et d'examiner s'il convenait de déléguer des pouvoirs en matière d'achats, au niveau approprié, à l'UNOWA et à la CMCN. Le Département de l'appui aux missions a indiqué que la délégation de pouvoir accordée par le Département de la gestion en matière d'achat n'autorisait à sous-déléguer de pouvoirs qu'au directeur de l'administration ou au chef de l'administration d'une mission extérieure. L'UNOWA et la CMCN n'ayant pas de postes de ce niveau, la question a été renvoyée pour décision au Département de la gestion. Celui-ci tardant à se prononcer, le risque existe que du personnel non autorisé effectue des opérations d'achat sur le terrain, en violation du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU.

---

<sup>2</sup> Le trop-versé, de 7,9 millions de dollars, comprenait : a) 7,3 millions de dollars de frais de transport, b) 300 000 dollars de frais de transport en grande quantité, et c) 300 000 dollars de frais d'entreposage.

8. Dans son audit de la sécurité et de la sûreté à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (AA2004/710/02, paru en mars 2005), le BSCI a recommandé à la CEA de se doter d'un système de contrôle des antécédents des candidats sélectionnés pour occuper des postes d'agent de sécurité, afin de s'assurer que ses agents étaient dignes de confiance. En janvier 2009, la CEA a fait savoir qu'elle avait décidé de ne pas recourir aux services du pays hôte pour l'exécution de ces contrôles. Des mesures sont prises pour résoudre le problème, mais le BSCI reste préoccupé par la lenteur de leur mise en œuvre et par le risque que cela pose du point de vue de la sécurité. Le BSCI est d'avis que la CEA se mette en contact avec le Département de la sûreté et de la sécurité pour s'informer du niveau de contrôle des antécédents qui est exercé pour les postes d'agent de sécurité dans les différents lieux d'affectation de l'ONU, en vue d'assurer une pratique uniforme dans l'ensemble du Secrétariat de l'ONU.

9. Dans son audit de la gestion des technologies de l'information et des communications à la Commission économique pour l'Europe (AE2005/720/01, paru en janvier 2006), le BSCI a recommandé à la Commission de se doter d'une politique visant tous les aspects de la sécurité informatique. Cette politique devrait notamment prévoir l'examen régulier des droits d'accès et le suivi des questions de confidentialité et de stockage des données avec le Conseil de l'informatique et de la télématique du Secrétariat de l'ONU. Le BSCI juge préoccupant que, plus de trois ans après leur formulation, ces recommandations n'aient pas encore été pleinement appliquées, étant donné le risque que cela représente du point de vue de la sécurité des systèmes, des données et du matériel informatiques. La Commission a fait savoir qu'elle mettait en place des mesures de sécurité et procédait à une évaluation de ses systèmes et elle a aussi indiqué que la politique de sécurité en cours d'élaboration serait définitivement arrêtée en septembre 2009.

10. Dans son audit de la gestion des technologies de l'information et des communications au secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (AE2005/340/01, paru en septembre 2005), le BSCI a recommandé à la CNUCED, entre autres mesures, d'élaborer une politique visant tous les aspects de la sécurité informatique et d'examiner régulièrement les droits d'accès de façon à vérifier leur conformité avec la politique de sécurité. L'absence d'une politique de sécurité établie présente des risques du point de vue de l'intégrité et de la confidentialité des données. En outre, le fait qu'il ne soit pas tenu de registre des utilisateurs possédant le droit d'accès le plus élevé aux systèmes et données informatiques, tant internes qu'externes, fait courir le risque que des changements non autorisés soient apportés à des documents essentiels ou que de tels documents soient supprimés. Le secrétariat de la CNUCED a informé le BSCI que la politique de sécurité informatique, que son Comité des technologies de l'information et des communications, le Vice-Secrétaire général et le Service des technologies de l'information et des communications de l'Office des Nations Unies à Genève avaient entrepris d'élaborer, était en cours d'édition, avant d'être soumise au Secrétaire général de la CNUCED pour approbation.

11. Lors du même audit, le BSCI a recommandé à la CNUCED d'établir un plan de continuité des opérations. Le Bureau juge préoccupant que, quatre ans après la formulation de cette recommandation, la CNUCED n'ait toujours pas de plan officiel décrivant les procédures qui lui permettraient, au cas où un sinistre endommagerait ses équipements informatiques, de recourir à d'autres moyens pour le traitement des données et de continuer à fournir ses services essentiels efficacement en attendant la remise en état de son matériel. La CNUCED a fait savoir que toutes

ses données disponibles en réseau étaient sauvegardées ailleurs et qu'il était prévu que le plan de continuité des opérations (qui engloberait un plan de reprise après sinistre) soit achevé à la fin 2009, en même temps que le travail de planification de la continuité des opérations actuellement mené avec le Département de la gestion.

12. Dans son audit des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en Égypte (AR2001/131/02, paru en juillet 2001), le BSCI a recommandé au HCR de revoir sa politique relative aux réfugiés dans les zones urbaines et d'élaborer des principes directeurs et des critères plus clairs pour le maintien du versement de l'assistance financière, y compris dans le cas des réfugiés qui se déplacent de façon irrégulière. Bien que le HCR ait récemment confirmé que des principes directeurs devaient être achevés en 2009, le BSCI juge préoccupant que, cinq ans après leur formulation, les recommandations n'aient pas encore été pleinement appliquées. Le Bureau souligne que l'absence de tels principes directeurs et critères pourrait menacer la cohérence des politiques du HCR et que celui-ci risquait de donner l'impression qu'il ne traitait pas tous les bureaux de pays de manière équitable à cet égard.

13. Dans son audit de la situation du personnel de projet au HCR (AR2005/112/01, paru en juin 2006), le BSCI a recommandé au HCR de continuer à s'efforcer de mettre fin progressivement à l'utilisation du personnel de projet en éliminant les contrats de services non conformes, car il n'existait au HCR aucun fondement juridique ni aucun instrument de politique sur lesquels baser des orientations ou des normes concernant le recrutement de personnel sur de tels arrangements. En réponse à cette recommandation et après examen des accords juridiques, le HCR a confirmé qu'il était possible d'employer du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire dans tous les domaines d'activité, y compris la protection, les programmes et les finances, sans que ce personnel puisse toutefois superviser ou diriger de personnel permanent du HCR, et que du personnel d'appoint pouvait exercer des fonctions relevant de la protection, des programmes et des finances. Malgré cette explication, le BSCI recommande au HCR d'élaborer, pour ces arrangements, une politique globale qui définisse très précisément les domaines d'activité dans lesquels du personnel d'appoint peut être employé. La politique devrait aussi contenir, à l'intention des responsables hors siège, des directives sur l'évaluation et la gestion des risques associés à l'utilisation de personnel extérieur au HCR. Le BSCI continue de craindre que la pratique actuelle de recrutement puisse susciter des plaintes en justice.

14. Dans son examen après mise en service des modules financiers du Projet de renouvellement des systèmes de gestion (MSRP) au HCR (AR2004/166/03, paru en avril 2005), le BSCI a recommandé au HCR d'instituer un certain nombre de rapports indispensables à une bonne gestion des ressources et à un contrôle efficace de leur utilisation. Il s'agissait notamment de rapports contenant les données relatives au budget et aux dépenses, de l'exécution jusqu'au niveau de la comptabilité, de tous les programmes exécutés dans une opération de pays, ainsi que de rapports généraux et fiables sur les opérations d'achat réalisées par une unité administrative. Bien que le HCR ait fait savoir que l'élaboration de ces rapports standard était en cours, le BSCI juge préoccupant que, quatre ans après sa publication, cette recommandation ne soit toujours pas pleinement appliquée, car la capacité du HCR d'assurer une gestion et un contrôle efficaces de ses ressources s'en trouve limitée.

15. Dans son audit de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (AE2004/384/01, paru en juin 2005), le BSCI a recommandé au Directeur de l'Institut d'établir, en concertation avec le Conseil d'administration de l'Institut et le Département des affaires économiques et sociales, un mandat clair pour l'Institut et d'élaborer un projet de statut assorti d'objectifs et de modalités de fonctionnement clairs, étant donné que la circulaire du Secrétaire général qui régissait le fonctionnement de l'Institut (ST/SGB/126 et Amend.1) n'était plus pertinente à bien des égards. Conçue pour une activité qui devait être de courte durée, la circulaire prévoyait des arrangements provisoires qui n'étaient plus adaptés au statut et aux activités actuels de l'Institut ni au fonctionnement de son Conseil d'administration.

16. Dans le même audit, le BSCI a aussi recommandé au Directeur de l'Institut d'examiner, dans le cadre de l'établissement du statut, la composition, le rôle et les responsabilités du Conseil d'administration et de soumettre au Secrétaire général une proposition visant à faire en sorte que l'Institut rende mieux compte de son action à ses parties prenantes et établissant clairement le rôle, les responsabilités et les fonctions du Directeur de l'Institut. L'Institut a communiqué le mandat au Département des affaires économiques et sociales et attend l'approbation et la publication du projet de mandat tel qu'il est décrit ci-dessus.

17. Dans son audit de la gestion de la sécurité et de la sûreté à l'Office des Nations Unies à Nairobi (AA2004/211/03, paru en octobre 2005), le BSCI a recommandé à l'Office de demander au Département de la sûreté et de la sécurité de lui fournir des orientations concernant : a) l'assistance à fournir aux membres du personnel de l'ONU et à leurs personnes à charge; b) la manière dont cette assistance serait intégrée aux fonctions de sûreté et de sécurité; et c) les possibilités de financement de l'assistance fournie. Tout en notant que l'Office des Nations Unies à Nairobi attend l'avis du Département de la sûreté et de la sécurité au sujet du point a), le BSCI juge préoccupant que le règlement de cette question demande autant de temps. Si un problème sérieux de sûreté ou de sécurité venait à se produire, le manque de clarté risquerait de ralentir l'assistance et de mettre en danger le personnel et les personnes à charge, et nuirait à la réputation de l'Organisation.

#### **IV. Incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne**

18. On trouvera dans le tableau 2 un récapitulatif des recommandations du BSCI ayant des incidences financières (économies de dépenses, recouvrement de sommes indûment versées, gains d'efficacité et autres améliorations). Les deux dernières colonnes donnent la répartition des montants en deux catégories :

a) Montant estimatif : correspond aux estimations des incidences financières établies par le BSCI qui découlent des économies de dépenses, du recouvrement des sommes indûment versées, des gains d'efficacité et d'autres améliorations;

b) Montant comptabilisé : correspond au montant effectivement recouvré ou économisé ou à la valeur monétaire attribuée aux gains d'efficacité obtenus par suite de la mise en œuvre de la recommandation.

19. On notera que la colonne montant estimatif ne concerne que les incidences financières des recommandations formulées pendant la période couverte par le

présent rapport, tandis que la colonne montant comptabilisé peut se rapporter aussi aux incidences de recommandations antérieures, puisque la comptabilisation n'intervient qu'une fois les recommandations convenablement mises en œuvre.

20. Pendant la période considérée, le BSCI a estimé à 48,8 millions de dollars la somme des dépenses qui pourraient être économisées, des montants qui pourraient être recouverts et des économies liées aux gains d'efficacité et à d'autres améliorations. Les incidences financières de recommandations analogues qui ont été mises en œuvre de façon satisfaisante pendant la période s'élèvent à 31,7 millions de dollars.

Tableau 2  
**Incidences financières pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2009**

(En dollars des États-Unis)

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des incidences financières</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant comptabilisé</i>
DAM	0160/05	Recouvrement du versement d'une indemnité pour frais d'études		14 267
	0376/08	Recouvrement de sommes versées comme suite à une demande frauduleuse de remboursement de frais déménagement	7 990	
	0558/06	Recouvrement de sommes versées pour l'achat de carburant	70 000	
DAM/DG	AP2008/615/01	Recouvrement de montants surfacturés par un prestataire : prix excessivement élevé du matériel et facturation de frais d'administration indus et de prestations non fournies	12 377 000	
		Révision des dispositions relatives aux services de gestion des marchés fournis à la MINUAD	6 200 000	
DG	PTF-R003/06	Recouvrement de sommes reçues en réparation d'un préjudice financier		526 021
DG/Bureau des services centraux d'appui	AH2008/513/03	Économies provenant de remises, de l'utilisation d'un outil de réservation en ligne et de vérifications des tarifs après réservation		2 582 000
CEA	0041/06	Recouvrement du versement d'une indemnité pour frais d'études		59 402
TPIR	0671/06	Recouvrement du versement d'une prime d'affectation et d'un reliquat d'indemnité au titre des services de sécurité		11 506
TPIY	AA2008/270/04	Amélioration de la facturation d'un prestataire et recouvrement de montants surfacturés	10 000	10 000
		Économies réalisées sur les paiements au prestataire pour l'établissement de comptes rendus d'audience		42 180

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des incidences financières</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant comptabilisé</i>
MONUC	AP2007/620/05	Remboursement effectué par un prestataire en réparation du préjudice causé	56 128	
BCAH	AN2007/590/01	Fonds recueillis auprès d'organismes des Nations Unies pour le partage de locaux communs	1 358 596	1 173 714
		Recouvrement de montants dus par des organisations en défaut de paiement	294 000	
		Recouvrement de montants dus par un prestataire au titre de frais de gestion de camps	206 351	112 040
BAJ	PTF-R008/08	Recouvrement de montants versés au titre des indemnités pour personne à charge	147 599	
	PTF-R010/08	Recouvrement de dépenses frauduleuses	479 000	
MANUI	AP2006/812/04	Remboursement de sommes dues		468 606
HCR	AR2006/112/03	Remboursement de montants correspondant à des dépenses de projet surévaluées par un partenaire d'exécution		18 870
	AR2006/121/04	Restitution de remboursements d'impôts par certains membres du personnel pour 2003 et 2004		438 383
	AR2006/131/05	Restitution par un partenaire d'exécution de fonds destinés au transport de réfugiés qui n'ont pas été dépensés		157 000
	AR2007/110/01	Dédommagement versé par un partenaire d'exécution pour des dégâts causés à des véhicules du HCR		1 700
	AR2007/110/02	Recouvrement de montants non utilisés par un partenaire d'exécution		24 000
	AR2007/111/01	Recouvrement d'une indemnité de subsistance en opération spéciale indûment versée		3 600
		Recouvrement d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée		856
	AR2007/113/01	Renégociation d'un contrat de téléphonie mobile et changements dans l'attribution de téléphones portables au personnel	18 000	18 000
	AR2007/113/03	Recouvrement du montant d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée		9 500

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Description des incidences financières</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant comptabilisé</i>
		Recouvrement du montant d'une indemnité journalière de subsistance indûment versée		1 600
		Recouvrement de frais de voyage non autorisés		3 300
	AR2007/115/01	Recouvrement d'indemnités journalières de subsistance indûment versées pour des situations d'évacuation sanitaire	5 000	
	AR2007/121/02	Recouvrement du remboursement excédentaire perçu par un fonctionnaire pour l'utilisation de son véhicule personnel à des fins officielles	2 000	830
		Remboursement par le Gouvernement du montant de la taxe sur la valeur ajoutée versée depuis 2001	1 000 000	
		Dédommagement versé par un partenaire d'exécution pour le vol d'un véhicule et d'un ordinateur portable appartenant au HCR	9 000	
	AR2008/121/01	Réduction progressive du financement assuré par le HCR	200 000	200 000
		Remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée	1 500	1 500
FINUL	AP2008/672/09	Réduction des dépenses prévues pour la mission	24 900 000	24 900 000
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – Service de la gestion des investissements	AS2006/801/01	Recouvrement de créances fiscales en souffrance	1 300 000	500 000
MINUNEP	AP2008/624/04	Retenue ou recouvrement de contributions financières recommandées par le Comité local de contrôle du matériel ou le Comité central de contrôle du matériel	29 000	
ONUCI	AP2007/640/16	Recouvrement de sommes indûment versées à un soumissionnaire	37 477	
ONUG	0609/08	Recouvrement du versement d'une indemnité pour frais d'études obtenue frauduleusement	65 910	
MONUG	AP2007/600/04	Réduction des opérations aériennes pour une période de deux ans		454 000
<b>Total</b>			<b>48 774 551</b>	<b>31 732 875</b>

## V. Rapports publiés au cours de la période considérée

21. Pendant la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2009, le BSCI a remis 390 rapports de contrôle aux directeurs de programme, 12 rapports à l'Assemblée générale et 59 rapports de clôture. Le sujet de chaque rapport est indiqué dans le tableau 3.

22. Comme prévu à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 59/272 de l'Assemblée générale, les États Membres peuvent demander que les rapports du BSCI soient mis à leur disposition (on trouvera les titres de tous les rapports du Bureau à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Depts/oios>).

Tableau 3

### Rapports publiés pendant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 30 juin 2009

#### A. Rapports établis à l'intention de l'Assemblée générale

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
A/63/221	22 septembre 2008	Évaluation approfondie du Bureau de la gestion des ressources humaines : « Les principaux objectifs ne sont pas atteints : le Bureau de la gestion des ressources humaines a d'importants défis à relever »
A/63/266	11 août 2008	Audit approfondi du plan-cadre d'équipement
A/63/268	22 septembre 2008	Examen de la gestion axée sur les résultats à l'Organisation des Nations Unies : « La gestion axée sur les résultats à l'Organisation des Nations Unies a été une corvée administrative qui n'a servi quasiment à rien pour ce qui est de la responsabilisation et de la prise de décisions »
A/63/379	26 septembre 2008	Audit de gestion approfondi du Département de la sûreté et de la sécurité : « Les questions de gouvernance et de coordination doivent être traitées à titre prioritaire afin de renforcer le Département de la sûreté et de la sécurité et de réduire efficacement les risques en matière de sécurité auxquels sont exposés les organismes des Nations Unies »
A/63/668	2 janvier 2009	Audit de l'application de mesures extraordinaires à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour : « Les mesures extraordinaires n'ont pas facilité le déploiement de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et elles ont fait courir de gros risques financiers à l'ONU et gravement mis sa réputation en péril »
A/63/713	9 février 2009	Évaluation de programme sur le travail accompli et les résultats obtenus par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire : « Réaffirmation de l'importance capitale de l'Accord de Ouagadougou pour le processus de paix malgré les incidences négatives que certaines de ses

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
		dispositions ont sur les résultats globaux obtenus par la mission »
A/63/837	28 avril 2009	Audit de la structure du Secrétariat chargée de gérer et d'appuyer les opérations de maintien de la paix: « Le Secrétariat n'a pas encore mis au point les mécanismes de gouvernance et de responsabilité pour assurer l'efficacité et la responsabilité dans les opérations de maintien de la paix »
A/64/63	26 février 2009	Renforcement du rôle de l'évaluation et meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale : « Alors que l'évaluation est utile pour améliorer les résultats, la capacité d'ensemble du Secrétariat en matière d'évaluation demeure insuffisante »
E/AC.51/2009/2	2 avril 2009	Évaluation de l'appui fourni par les Nations Unies aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral, aux petits États insulaires en développement et à l'Afrique : « Les décalages entre les attentes, les capacités et le système de responsabilisation nuisent au centrage des programmes et à l'accomplissement des résultats »
E/AC.51/2009/3	9 avril 2009	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-sixième session sur l'évaluation approfondie des affaires politiques
E/AC.51/2009/4	26 mars 2009	Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-sixième session au sujet de l'évaluation thématique de la gestion des réseaux de savoir aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement
E/AC.51/2009/5	10 février 2009	Évaluation thématique des enseignements tirés : protocoles et pratiques : « L'acquisition d'enseignements tirés de l'expérience en vue d'améliorer l'efficacité institutionnelle laisse à désirer »
E/AC.51/2009/6	9 avril 2009	Évaluation thématique des organes de coordination des Nations Unies : « Les organes de coordination contribuent positivement à l'harmonisation des politiques et à l'échange d'informations, mais ils s'avèrent moins efficaces dans le domaine de la coordination de l'exécution des programmes et du renforcement de l'exécution des tâches »

## B. Rapports établis à l'intention des directeurs de programme<sup>3</sup>

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Département des affaires économiques et sociales	0202/09	Enquête sur la condamnation pénale d'un fonctionnaire du Siège de l'Organisation des Nations Unies
	AN2008/540/01	Audit de la gestion du Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme et de la Division de la promotion de la femme : « Le programme de travail du Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme et de la Division de la promotion de la femme requiert une rationalisation et une révision générale. »
Département de l'appui aux missions	0003/07	Exploitation et agressions sexuelles imputables à des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC (rapport de situation)
	0007/09, 0008/09, 0009/09, 0011/09, 0012/09, 0013/09, 0014/09, 0015/09, 0016/09, 0017/09, 0018/09, 0019/09, 0020/09, 0021/09 et 0023/09	Enquête sur l'utilisation frauduleuse de codes d'accès téléphoniques par du personnel de la MINUS
	0032/07	Possession de stupéfiants par un ancien agent de maintien de la paix de la MINUL (rapport de situation)
	0043/08	Exploitation et abus sexuels d'un mineur par un agent de maintien de la paix à l'ONUCI (rapport de situation)
	0072/08	Enquête sur des cas présumés d'exploitation et d'abus sexuels de mineurs par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC
	0089/08	Cas présumé de sévices sexuels incriminant un agent de maintien de la paix de l'ancienne MINUEE et manquement du commandement du contingent à son obligation de signaler la faute (rapport de situation)
	0106/09	Enquête sur l'utilisation non autorisée d'un véhicule des Nations Unies et l'exploitation sexuelle présumée de mineurs par un fonctionnaire de la MINUSTAH
	0109/07	Enquête sur des abus sexuels commis par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC
	0133/08	Déclaration frauduleuse relative à des frais de voyage par des militaires déployés avec la MINUEE (rapport de situation)

<sup>3</sup> Conformément à la résolution 59/272 de l'Assemblée générale, les rapports que le Bureau des services de contrôle interne présente chaque année contiennent le titre et un résumé succinct de tous les rapports établis par lui pendant l'année à l'étude; des sous-titres sont ajoutés aux rapports d'audit depuis août 2008 ainsi qu'à tous les rapports d'inspection et d'évaluation.

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0147/08	Abus sexuel d'un mineur par un ancien agent de maintien de la paix de la MINUL (rapport de situation)
	0154/07	Enquête sur des actes d'exploitation sexuelle commis par des fonctionnaires de l'ONUCI
	0160/05	Enquête sur un cas de fraude portant sur l'indemnité de frais d'études imputable à un fonctionnaire de l'ONUN
	0165/07	Enquête sur une affaire de trafic d'or et des fautes professionnelles imputables à un ancien fonctionnaire de la MINUL
	0171/09	Exploitation et abus sexuels de mineurs par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC (rapport de situation)
	0181/08	Tentative d'exploitation sexuelle par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC (rapport de situation)
	0181/09	Enquête sur le manquement d'un fonctionnaire de rang supérieur à son obligation de signaler une faute commise dans le cadre de l'ancienne MINUEE
	0189/06	Enquête sur un cas de harcèlement sexuel à l'encontre d'un fonctionnaire de la MINUL
	0207/08	Abus sexuels d'un mineur par des agents de maintien de la paix déployés avec l'ONUCI (rapport de situation)
	0211/08	Enquête sur un conflit d'intérêts impliquant un fonctionnaire de la MINUK
	0227/08	Irrégularités présumées concernant des achats à la MINUK (rapport consultatif)
	0233/07	Enquête sur un cas d'exploitation sexuelle imputable à deux officiers de la Police des Nations Unies déployés à la MINUL au moment des faits
	0277/07	Enquête sur des cas présumés d'exploitation de ressources naturelles par des observateurs militaires des Nations Unies en République démocratique du Congo
	0310/05(BIS)	Cas présumé de fraude sur les prestations salariales à la MONUC (rapport consultatif)
	0359/07	Comportement répréhensible d'employés d'un sous-traitant de l'ONU à la MINUS (rapport consultatif)
	0365/07	Enquête sur des plaintes concernant un fonctionnaire qui aurait reçu des billets d'avion gratuits à la MINUK
	0369/08	Enquête sur des menaces proférées par un ancien fonctionnaire de la MINUL

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0376/08	Enquête sur une demande frauduleuse de remboursement des frais de déménagement soumise par un fonctionnaire du Siège
	0380/08	Enquête sur la possession de billets de banque contrefaits par un officier de la Police des Nations Unies déployé à l'ONUCI
	0382/08	Exploitation et abus sexuels d'un mineur par un agent de maintien de la paix déployé avec la MONUC (rapport de situation)
	0383/08	Exploitation et abus sexuels d'un mineur par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC (rapport de situation)
	0385/07(BIS)	Exploitation et abus sexuels d'un mineur par des agents de maintien de la paix à l'ONUCI (rapport de situation)
	0396/08	Absence de mesures volontaristes de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels à la MONUC (rapport consultatif)
	0463/07	Enquête sur des malversations commises par des fonctionnaires de la MONUC
	0468/07	Cas présumé d'exploitation sexuelle d'un mineur par un ancien agent de maintien de la paix de la MONUC (rapport de situation)
	0469/07	Enquête sur une faute commise par un fonctionnaire de la MONUC
	0481/06	Cas d'exploitation et d'abus sexuels impliquant des agents de maintien de la paix déployés avec la MINUL (rapport de situation)
	0512/05	Enquête sur un cas d'exploitation et d'abus sexuels imputable à un fonctionnaire de la MONUC
	0512/05(BIS)	Emploi de travailleurs journaliers à la MONUC (rapport consultatif)
	0528/07	Cas d'exploitation sexuelle par des agents de maintien de la paix déployés avec la MONUC (rapport de situation)
	0558/06	Enquête sur un cas de fraude sur le carburant impliquant des fonctionnaires de l'ONUCI

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0578/06	Enquête sur des allégations d'exploitation et d'abus sexuels d'un mineur par un agent de maintien de la paix à la MINUS
	0629/07	Enquête sur des allégations d'irrégularités concernant les achats à la MINUK
	0630/07	Irrégularités concernant le recrutement à la MINUK (rapport consultatif)
	0634/06	Abus sexuels commis par un agent de maintien de la paix à la MONUC (rapport de situation)
	0641/07	Enquête sur un cas d'exploitation sexuelle et des voies de fait imputables à un agent de maintien de la paix à la MONUC
	0647/06	Enquête sur le viol présumé de mineur(e) par un Volontaire des Nations Unies en poste à la MONUC
	0647/07	Enquête sur une faute portant sur le trafic de diamants non taillés imputable à un ancien Volontaire des Nations Unies déployé avec la MONUC
	0661/07	Enquête sur des cas présumés d'exploitation et d'agression sexuelle de mineures à la MINUSTAH
	0700/06	Enquête sur des cas d'exploitation et d'abus sexuels de mineurs par des agents de maintien de la paix à la MONUC
	0710/06	Enquête sur l'enlèvement et l'agression d'un mineur par un fonctionnaire de la MINUS recruté sur le plan national
	0746/06	Utilisation frauduleuse de codes d'accès téléphoniques à la MINUS (rapport consultatif)
	0779/06	Enquête sur un cas présumé d'exploitation sexuelle d'une employée par un fonctionnaire de la MINUS
	0868/06	Enquête sur des voies de fait impliquant un fonctionnaire de la MINUL
	0143/08	Abus sexuels commis par un agent de maintien de la paix à la MONUC (rapport de situation)
	AP2007/600/08	Audit de l'efficacité des comités locaux des passations de marchés dans les missions de maintien de la paix : « Des améliorations s'imposent pour que les comités locaux des passations de marchés au sein des missions de maintien de la paix respectent systématiquement les dispositions du Manuel des achats. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2008/615/02	Audit de la gestion des ressources humaines pour les opérations de maintien de la paix : recrutement, placement et rétention du personnel : « Une stratégie globale en matière de ressources humaines doit être adoptée pour satisfaire les besoins croissants de personnel et réduire les taux élevés de vacance de postes dans les missions de maintien de la paix. »
	AP2008/615/03 et AT2008/615/01	Évaluation des risques au Département de l'appui aux missions
Département de l'appui aux missions/Département des opérations de maintien de la paix/Département de la gestion	PTF-R007/08	Réserves stratégiques de carburant à la MONUC
Département de l'appui aux missions/Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	AT2007/610/02	Audit du système Galileo à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	0001/09, 0002/09, 0259/08, 0291/08 et 0310/08	Enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire
	AT2008/550/01	Audit sur la gouvernance et la sécurité des technologies de l'information et des communications au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences : « Les dérogations aux procédures et méthodes établies, bien que préalablement approuvées, ont entravé la capacité du Département de surveiller efficacement la mise au point des systèmes d'information et des communications dans les limites budgétaires et dans les délais initialement prévus. »
Département de la gestion	0005/08	Enquête sur un cas présumé de falsification et d'usage frauduleux de documents, d'informations, de communications et de ressources technologiques de l'Organisation des Nations Unies par un fonctionnaire du Siège
	0052/09	Abus présumés dans la gestion et l'administration de substances réglementées à la Division des services médicaux de l'Organisation des Nations Unies (rapport consultatif)
	0064/09	Implication d'un fournisseur dont le contrat a été suspendu et d'un ancien fonctionnaire dans des irrégularités en matière d'achats à la MINUS (ancienne affaire PTF n° 029/06) (rapport consultatif)

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0176/08, 0237/08, 0240/08, 0242/08, 0246/08, 0251/08, 0255/08, 0261/08, 0262/08, 0266/08, 0267/08, 0268/08, 0271/08, 0272/08, 0274/08, 0288/08, 0303/08, 0304/08, 0306/08, 0309/08, 0316/08, 0321/08, 0322/08, 0325/08 et 0326/08	Enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire du Siège de l'Organisation des Nations Unies
	0211/08	Irrégularités présumées en matière d'achats par un fournisseur de la MINUK (rapport consultatif)
	0277/08, 0313/08, 0314/08, 0317/08, 0318/08 et 0320/08	Enquête sur l'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire du Département de la gestion
	0400/01	Fournisseur des Nations Unies (rapport consultatif)
	AC2008/514/03	Audit de l'analyse de la valeur du Plan-cadre d'équipement : « L'analyse de la valeur a été effectuée effectivement, mais pourrait ne pas suffire à ramener les dépenses du Plan-cadre d'équipement dans les limites du budget. »
	AC2008/514/04	Audit des mécanismes de budgétisation et de contrôle financier du projet de Plan-cadre d'équipement : « Les mécanismes de contrôle des paiements ont été efficaces, mais l'information sur la gestion pourrait encore être améliorée. »
	AC2008/514/06	Audit des dispositions de sécurité appliquées au personnel, aux locaux et au matériel pendant l'exécution du Plan-cadre d'équipement : « Les considérations relatives à la sûreté et à la sécurité font partie intégrante du Plan-cadre d'équipement, mais des mesures sont encore nécessaires pour améliorer la coordination entre le Bureau chargé du Plan-cadre d'équipement, le Département de la sûreté et de la sécurité et les autorités du pays hôte. »
	AC2008/514/08	Audit de la mise à disposition de bureaux et de locaux d'entreposage et autres pendant l'exécution du Plan-cadre d'équipement
	AH2007/510/04	Évaluation des risques du Département de la gestion
	IED-COM-08-002	Mise en œuvre du Système intégré de suivi (SIS) : état de la documentation sur les résultats des programmes : principales données du SIS au 30 septembre 2008
	IED-COM-09-001	État de la documentation sur les résultats des programmes : principales données du SIS au 15 janvier 2009

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Département de la gestion/Département de l'information/ Département de la sûreté et de la sécurité/Bureau de la déontologie	AH2007/510/05	Audit du système de gestion des cadeaux au Siège de l'Organisation des Nations Unies : « La gestion des cadeaux doit être renforcée pour éviter la décrédibilisation de l'Organisation et réduire les risques pour sa réputation. »
Département de la gestion/Cabinet du Secrétaire général	AH2007/513/05	Audit de certaines activités externalisées par la Division de l'informatique : « Surveiller les carences dans les marchés concernant certaines activités externalisées par la Division et leur gestion »
Département de la gestion/Bureau des affaires juridiques	PTF-R005/08	Enquête sur une entreprise
	PTF-R011/08	Contrats portant sur l'affrètement d'avions et agents de compagnies aériennes (rapport intérimaire)
Département de la gestion/Bureau des affaires juridiques/ UNIFEM/PNUD	PTF-R009/08	Projet sur l'Iraq, affaire concernant un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et le détournement et conversion de fonds des Nations Unies
Département de la gestion-Bureau des services centraux d'appui	AH2006/513/07	Audit des structures de planification et de gouvernance des systèmes stratégiques des technologies de l'information et des communications au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : « L'actuelle structure de gouvernance des opérations des technologies de l'information et des communications ne suffit pas à garantir que la planification des systèmes stratégiques s'effectue de façon efficace et rationnelle. »
	AH2008/513/03	Audit du contrat liant l'Organisation des Nations Unies et l'American Express Travel Related Company Inc. (AMEX) pour la fourniture de services de gestion des voyages : « Le BSCI n'a pas pu obtenir l'assurance que le contrat conclu avec AMEX servait au mieux les intérêts de l'Organisation des Nations Unies parce que la procédure d'achat manquait de transparence et que l'insuffisance de mécanismes permettant de contrôler la gestion vidait de leur substance les dispositions contractuelles de maîtrise des coûts. »
Département de l'information	AN2008/580/01	Audit du rôle du Département de l'information dans la diffusion d'informations sur l'Internet : « Il faut renforcer la gestion et la gouvernance stratégiques pour la prestation de services de communication sur le Web. »
	IED-09-001	Inspection des pratiques de gestion axée sur les résultats au Département de l'information : « Les contraintes liées aux structures et procédures restreignent l'applicabilité des méthodes de gestion axée sur les résultats au Département de l'information. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0263/08	Enquête sur l'utilisation abusive de technologies de l'information et des communications faite par un fonctionnaire du Siège de l'Organisation des Nations Unies
Département des opérations de maintien de la paix	AP2007/600/01	Audit de la gestion des opérations de la police des Nations Unies : « L'élaboration d'une doctrine globale rendra les opérations de la police des Nations Unies plus efficaces. »
	AP2007/600/07	Audit horizontal des achats de première nécessité dans les missions de maintien de la paix : « Des améliorations sont nécessaires pour que les missions de maintien de la paix appliquent plus systématiquement les dispositions essentielles de la délégation de pouvoir concernant les achats de première nécessité. »
	AP2007/600/09	Audit de l'administration des fonds d'affectation spéciale du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et du Département des affaires politiques : « Il est possible d'améliorer les orientations et l'information relatives à l'administration des fonds d'affectation spéciale. »
	AP2008/600/02	Évaluation des risques du Département des opérations de maintien de la paix
Département de la sûreté et de la sécurité	0045/09, 0046/09, 0047/09 et 0531/07	Enquête sur de fausses déclarations faites par un fonctionnaire de l'ONUN
	0104/07	Enquête sur un cas d'abus de pouvoir mettant en cause un fonctionnaire de la MINUS
	0236/08, 0238/08, 0241/08, 0244/08, 0250/08, 0252/08, 0256/08, 0302/08, 0341/08 et 0378/08	Enquête sur l'utilisation abusive de technologies de l'information et des communications par un fonctionnaire du Siège de l'Organisation des Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique	0041/06	Enquête sur des irrégularités dans le versement de l'indemnité pour frais d'études à un ancien fonctionnaire de la Commission économique pour l'Afrique
	AA/2008/710/08	Audit de l'utilisation par la Commission économique pour l'Afrique de fonds du Département du développement international du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : « Il faut améliorer la gestion des projets pour que les activités prévues soient exécutées en temps opportun et répondent aux attentes des donateurs. »
	AA2008/710/01	Audit de l'efficacité des arrangements administratifs pris à l'Institut africain de développement économique et de planification

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AA2008/710/05	Audit de l'Initiative pour l'Afrique centrale « Ressources naturelles et flux commerciaux dans la région des Grands Lacs », financée par le Département du développement international : « Les dépenses ont été engagées aux fins auxquelles elles étaient destinées et conformément aux règles et règlements applicables à l'ONU, mais des carences de gestion n'ont pas permis de garantir l'exécution des projets en temps opportun. »
	AA2008/710/06	Audit de l'Initiative pour l'Afrique centrale : « Commerce et investissements transfrontaliers en Afrique centrale (2006-2009) », financée par la Fondation Shell : « Les dépenses ont été engagées aux fins auxquelles elles étaient destinées et conformément aux règles et règlements applicables à l'Organisation des Nations Unies, mais des carences de gestion n'ont pas permis de garantir l'exécution des projets en temps opportun. »
	AA2008/710/07	Audit de l'utilisation par la Commission économique pour l'Afrique de fonds du Ministère néerlandais de la coopération au développement : « Il faut améliorer la gestion de projets afin de garantir l'efficacité et l'efficience de l'exécution des projets. »
	AA2008/710/09	Audit de l'utilisation par la Commission économique pour l'Afrique de fonds du Ministère finlandais des affaires étrangères : « Il faut renforcer le dispositif de contrôle financier afin de faciliter l'achèvement des projets dans les délais. »
	AA2008/710/10	Audit de l'utilisation par la Commission économique pour l'Afrique de fonds de l'Agence allemande de coopération technique : « Les dépenses afférentes aux projets n'étaient pas toujours couvertes par les mémorandums d'accord. »
Commission économique pour l'Afrique/ Département de la gestion/Bureau des affaires juridiques	PTF-R008/08	Opérations d'achat effectuées à la Commission économique pour l'Afrique et deux fonctionnaires de la Commission économique pour l'Afrique
CEE	0846/06	Cas présumé de favoritisme à l'égard de consultants à la CEE (rapport consultatif)
	AE2008/720/01	Audit de la planification stratégique et du contrôle de la CEE : « Le secrétariat de la CEE respecte le cadre normatif de l'ONU régissant la planification des programmes, la budgétisation et le contrôle mais les programmes de travail de ses comités sectoriels ne sont pas encore suffisamment liés à ce cadre. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Cabinet du Secrétaire général	0503-08	Enquête sur un cas présumé de comportement répréhensible d'un fonctionnaire de la CESAO
CESAO	AA2007/750/01	Évaluation des risques de la CESAO
Bureau de la déontologie	AH2008/515/01	Évaluation des risques du Bureau de la déontologie
TPIR	0042/08	Enquête sur des services et avantages dont aurait abusivement bénéficié un fournisseur de l'Organisation des Nations Unies de la part d'un fonctionnaire du TPIR
	0042/08	Service des achats et des voyages du TPIR (rapport consultatif)
	0085/06	Irrégularités présumées en matière d'achats au TPIR (rapport consultatif)
	0183/07	Enquête sur de fausses déclarations faites par un fonctionnaire du TPIR
	0485/05	Fournisseur enregistré du TPIR (rapport consultatif)
	0617/08	Fausse déclarations faites par un fonctionnaire du TPIR
	0671/06	Enquête sur des demandes frauduleuses de prime d'affectation et d'indemnité pour la sécurité des résidences à un fonctionnaire du TPIR
	AA2008/260/02	Audit de la stratégie d'achèvement des travaux du TPIR : « Le suivi des mesures prises pour améliorer la gestion des procès et fidéliser le personnel n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante. »
TPIY	AA2008/270/01	Audit de la stratégie d'achèvement des travaux du TPIY : « Le TPIY a efficacement mobilisé ses ressources pour réaliser la stratégie d'achèvement de ses travaux, mais il est peu probable qu'il respecte les dates butoir initialement fixées à 2008 et 2010 pour mener à terme les procès en première instance et en appel, respectivement, étant donné l'influence de facteurs extérieurs qu'il subit. »
	AA2008/270/03	Audit de la Section des victimes et des témoins du TPIY : « Il faudrait remédier aux lacunes concernant l'encadrement et les conseils psychologiques ainsi que le suivi des témoins après leur déposition pour garantir l'efficacité du soutien apporté aux témoins. »
	AA2008/270/04	Audit des services linguistiques du TPIY : « L'efficacité des services linguistiques pourrait être améliorée par une meilleure coordination des ressources et des activités et l'établissement de priorités. »
MINURCAT	AP2008/636/02	Audit du recrutement de fonctionnaires sur le plan international à la MINURCAT : « Le taux de vacances

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		est demeuré élevé en dépit du déploiement d'une équipe spéciale pour accélérer les recrutements. »
	AP2008/636/01	Évaluation des risques de la MINURCAT
	AP2008/636/03	Audit des affectations provisoires à la MINURCAT : « Aucune pièce ne permettait de démontrer l'aptitude des fonctionnaires concernés à faire l'objet d'une affectation provisoire. »
MINUSTAH	AP2008/683/01	Audit de la gestion financière des projets de la MINUSTAH : « Les mécanismes de contrôle internes de la gestion financière des projets mis en œuvre à la MINUSTAH étaient inadéquats et inefficaces, entraînant ainsi un risque élevé et évident que les agents d'exécution commettent des irrégularités dans la gestion des avances consenties aux projets. »
	AP2008/683/02	Audit de la planification du soutien logistique des activités essentielles de la MINUSTAH : « Le plan de soutien logistique de la Mission doit être mis à jour compte tenu des activités essentielles citées dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. »
	AP2008/683/06	Audit de la gestion des carburants de la MINUSTAH : « Il est urgent d'accélérer le traitement des contrats à long terme portant sur les carburants terrestres et le kérosène, et de renforcer les mécanismes de contrôle de la gestion des carburants. »
	AP2008/683/07	Audit du service des voyages de la MINUSTAH : « Il n'a pas été constaté de carence importante susceptible de compromettre l'ensemble du système de contrôle interne. »
	AP2008/683/09	Évaluation des risques de la MINUSTAH
MONUC	AP2007/620/03	Audit du matériel appartenant aux contingents de la MONUC : « Une mauvaise gestion a empêché la MONUC de surveiller correctement les activités portant sur le matériel appartenant aux contingents. »
	AP2007/620/05	Audit des opérations de transport à la MONUC
	AP2007/620/06	Audit de la fourniture de rations alimentaires et de rations de combat à la MONUC : « Le fournisseur de rations de combat de la MONUC n'a pas maintenu les stocks opérationnels, conformément aux clauses du contrat qui le liait. »
	AP2007/620/11	Audit de la Police des Nations Unies en poste à la MONUC : « Les opérations de police se sont généralement révélées efficaces, mais peuvent encore être améliorées. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2007/620/15	Audit de l'exécution de la délégation de pouvoirs à la MONUC pour les achats de première nécessité
	AP2008/620/01	Audit du Groupe Déontologie et discipline de la MONUC : « La capacité d'enquête ne permet pas de venir à bout du retard accumulé dans le traitement des cas. »
	AP2008/620/04	Audit de la gestion des plaintes formulées par les fonctionnaires recrutés sur le plan national à la MONUC : « Les procédures d'enregistrement et de traitement des plaintes formulées par les fonctionnaires recrutés sur le plan national ne sont pas adéquates. »
	AP2008/620/09	Évaluation des risques de la MONUC
	AP2008/620/10	Audit de l'entretien des terrains d'aviation de la MONUC : « L'accord de services interinstitutions conclu avec l'Organisation de l'aviation civile internationale n'a pas été efficacement utilisé pour garantir la conformité des terrains d'aviation aux normes de qualité en vigueur. »
	AP2008/620/11	Audit de la location de locaux par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo : « Des carences au niveau des mécanismes de contrôle interne ont entravé la bonne gestion des locaux loués. »
	AP2008/620/13	Audit de la gestion des stocks de biens non durables : « Des défaillances des mécanismes de contrôle interne ont été relevées dans l'enregistrement et la gestion des données dans le système Galileo et dans la réalisation des inventaires. »
	AT2008/620/01	Audit de la gouvernance, de la gestion stratégique et de la sécurité des technologies de l'information et des communications à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo : « Des lacunes dans le contrôle des mécanismes de gouvernance, de gestion stratégique et de sécurité des technologies de l'information et des communications mettent en péril l'efficacité du système. »
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	0609/08	Enquête sur une affaire de fraude aux prestations
	AN2007/590/01	Audit du bureau soudanais du Bureau de la coordination des affaires humanitaires

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AN2008/590/01	Audit de la gestion des fonds d'affectation spéciale contribuant au financement des activités du Bureau de la coordination des affaires humanitaires : « Il faut remédier immédiatement aux déficiences de la planification financière et de la gestion de la trésorerie. »
	AN2008/590/05	Audit du projet pour l'Initiative de Djouba mené au Soudan par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires : « Faute de mécanismes de contrôle interne suffisants, le contrôle administratif et financier du projet a laissé à désirer. »
	AN2009/590/01	Évaluation interinstitutionnelle des risques relatifs au Myanmar
Bureau de la coordination des affaires humanitaires /Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	AN2007/590/02	Audit du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires du Bureau de la coordination des affaires humanitaires : « Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité doivent de toute urgence remédier aux déficiences de la gestion financière du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires afin de renforcer les mécanismes de contrôle interne. »
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	AE2008/336/01	Audit du Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Bangkok) : « Il faut renforcer la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats afin d'instituer une démarche fondée sur les droits de l'homme en Asie du Sud-Est. »
	AE2008/336/02	Audit du Bureau du Cambodge du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : « La planification et la surveillance du projet portant sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont d'une importance cruciale pour en assurer le succès. »
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement/Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	AN2008/860/01	Audit du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique : « Il faut réexaminer la structure des programmes du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et renforcer la gestion des programmes et des ressources humaines. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Bureau des technologies de l'information et des communications	0053/08	Conservation des archives de la Division de l'informatique (rapport consultatif)
	0081/05	Préservation et archivage des données et ressources en rapport avec les technologies de l'information et des communications (rapport consultatif)
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique	AN2008/840/01	Audit du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (en parallèle à la mission AN2008/860/01) : « Il faut réexaminer la structure des programmes du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et renforcer la gestion des programmes et des ressources humaines. »
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	IED-08-06	Évaluation indépendante du Fonds pour la consolidation de la paix : « Le Fonds répond indéniablement à un besoin spécifique et commence à obtenir des résultats, mais il doit gagner en rapidité, en efficacité et en orientation stratégique pour mener à bien sa mission. »
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	AP2007/630/03	Audit des activités de transport de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
	AP2007/630/04	Audit de la construction et de l'utilisation des logements destinés au personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan : « Il faut apporter d'importantes améliorations à la gestion de la construction et de l'utilisation des logements destinés au personnel. »
	AP2007/630/06	Audit du Comité local des passations de marchés de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
	AP2008/630/01	Audit de l'exécution de la délégation de pouvoir donnée à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour achats de première nécessité
	AP2008/630/02	Audit de la gestion de la caisse de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan : « L'insuffisance des mécanismes de contrôle interne pouvaient entraîner des erreurs. »
	AP2008/630/03	Audit de la gestion des achats de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan : « Le non-respect des dispositions du Manuel des achats a provoqué des défaillances dans la procédure de passation des marchés. »
	AP2008/630/04	Audit du régime d'assurance maladie de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan : « Les mécanismes de contrôle interne de l'administration du régime d'assurance maladie étaient insuffisants. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2008/630/05	Évaluation des risques à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	AP2007/812/07	Audit du Comité local des passations de marchés de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq : « Des améliorations doivent être apportées au niveau opérationnel, y compris en renforçant le suivi des recommandations, pour faire du Comité un mécanisme plus efficace de contrôle de la passation des marchés. »
	AP2008/812/05	Audit des pratiques de recrutement de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq : « Un pourcentage de postes vacants égal à 50 % a fortement affecté les opérations de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq. »
	AP2008/812/06	Audit de la gestion des achats de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq : « Des carences au niveau des mécanismes de contrôle interne ont conduit à l'inefficacité des opérations d'achat. »
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	AP2008/634/01	Évaluation des risques à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
	AP2008/634/02	Audit des services chargés de la sécurité de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour : « Les mesures de précaution et les préparatifs visant à assurer la sécurité de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ne sont pas à la hauteur des risques associés à une mission pour laquelle le niveau d'alerte IV est activé. »
Commission d'indemnisation des Nations Unies	AE2008/820/01	Audit des indemnités versées par la Commission d'indemnisation des Nations Unies : « Le montant des indemnités a été correctement déterminé, et les versements ont été dûment comptabilisés. »
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	AA2008/242/01	Audit de la gestion financière du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification : « Des mesures doivent être prises d'urgence pour assurer un financement pérenne au secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. »
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	AE2007/341/01	Audit du Système douanier automatisé (SYDONIA) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : « Une gestion incompétente et des mécanismes de contrôle interne insuffisants ne permettent pas d'obtenir l'assurance raisonnable que les objectifs du programme ont été atteints dans le respect absolu des règles applicables. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0094/09	Enquête sur la communication de documents frauduleux à des représentants d'États Membres par un fonctionnaire de la CNUCED à Genève
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement/ Département de la gestion/Office des Nations Unies à Genève	PTF-R006/08	Programme SYDONIA de la CNUCED
Programme des Nations Unies pour le développement/ Département de l'appui aux missions	0084/08	Enquête sur une affaire de fraude aux prestations mettant en cause un Volontaire des Nations Unies ayant participé à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et à la Mission des Nations Unies au Soudan
	0105/09	Enquête sur une affaire d'exploitation et d'abus sexuels mettant en cause un Volontaire des Nations Unies ayant participé à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
Programme des Nations Unies pour l'environnement	AA2008/220/01	Audit de l'exécution du budget du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement : « Une stratégie de financement doit être arrêtée pour permettre au Plan d'action pour la Méditerranée d'atteindre les objectifs de son programme de travail. »
	IED-09-002	Évaluation de la mise en œuvre par le secrétariat du Groupe de la gestion de l'environnement de l'engagement souscrit par le Secrétaire général de l'ONU en vue de la neutralité climatique des Nations Unies : « La neutralité climatique ne peut être assurée sans prendre de mesures concernant les déplacements, qui constituent la principale source d'émissions des organismes des Nations Unies. »
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	AA2008/241/01	Audit de l'efficacité des dispositifs adoptés par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en vue de la mise en œuvre du mécanisme pour un développement propre : « Les mesures de gouvernance n'étaient pas suffisantes pour atténuer les risques, notamment ceux liés à la réputation. »
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	AN2008/522/01	Audit de la gestion du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux : « Le rôle du Fonds doit être défini dans un cadre général permettant d'orienter, de suivre et de superviser les partenariats noués par les Nations Unies. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Programme des Nations Unies pour les établissements humains	AA2007/250/01	Audit de la gestion financière du Programme des Nations Unies pour les établissements humains
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	AP2008/131/02	Audit de l'opération menée par le HCR en faveur des Iraquiens réfugiés en République arabe syrienne : « Les difficultés rencontrées pour recruter et fidéliser du personnel qualifié ont entraîné des risques importants pour l'opération. »
	AR2007/112/02	Audit des activités menées par le HCR au Kenya : « La nomination tardive du Représentant régional et l'afflux massif de réfugiés ont conduit à un contrôle insuffisant du programme, d'où de graves carences et lacunes. »
	AR2007/113/01	Audit des activités menées par le HCR en Afrique du Sud
	AR2007/115/01	Audit des activités menées par le HCR à Khartoum et au Soudan oriental : « D'importantes carences au niveau des mécanismes de contrôle interne et des rapports avec les partenaires d'exécution ont entravé la bonne exécution du programme. »
	AR2007/115/02	Audit des activités menées par le HCR dans le Sud-Soudan : « Le HCR doit mettre en place un contrôle systématique des dépenses de fonctionnement et prendre des mesures d'urgence pour résoudre le problème de l'accumulation de stocks de produits non alimentaires. »
	AR2007/121/02	Audit des activités menées par le HCR en Fédération de Russie
	AR2007/131/03	Audit des activités menées par le HCR en Iraq (bureau d'Amman) : « Il faut remédier immédiatement aux carences dont pâtissent les mécanismes de contrôle interne de la gestion des programmes. »
	AR2007/141/02	Audit du Bureau de liaison de Manille du HCR : « En raison des carences des mécanismes de contrôle interne, un délai important s'est écoulé avant qu'un détournement de fonds du HCR ne soit décelé. »
	AR2007/160/07	Évaluation des risques liés au HCR
	AR2007/161/03	Audit du Comité de gestion des actifs du siège du HCR : « D'une manière générale, la gouvernance et le fonctionnement du Comité de gestion des actifs du siège du HCR pâtissent de la composition déséquilibrée du Comité et de l'insuffisance des capacités de contrôle et d'élaboration des politiques. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AR2008/110/04	Audit de la procédure suivie par le HCR pour recruter son personnel sur le plan national en République démocratique du Congo : « Du fait d'un contrôle insuffisant des opérations de recrutement, certains postes clefs ont été pourvus avec plus d'un an de retard sans que cela ne soit justifié. »
	AR2008/112/02	Audit des activités menées par le HCR en Ouganda : « Le principe de la responsabilité sectorielle a, de façon générale, permis d'atteindre les objectifs visés, mais des leçons doivent être tirées pour accroître l'efficacité de cette approche. »
	AR2008/112/03	Audit des activités menées par le HCR en Tanzanie : « Des lacunes au niveau de la planification à long terme du parc de véhicules nécessaire au rapatriement des réfugiés et l'absence de réelle coordination entre le terrain et le Siège pour le redéploiement des véhicules employés ont conduit de façon injustifiée à consacrer 1 million de dollars à la location de cars et de camions. »
	AR2008/113/01	Audit des activités menées par le HCR au Malawi : « Il faut s'attaquer immédiatement à la question de la gestion des programmes, en raison des carences du contrôle financier des projets et de l'insuffisance des mécanismes de contrôle interne des partenaires d'exécution. »
	AR2008/115/02	Audit des activités de passation de marchés du HCR à Khartoum et au Soudan oriental : « Des carences au niveau de la gestion des risques et des mécanismes de contrôle interne ont sapé l'efficacité des services chargés des achats au Bureau de représentation du HCR à Khartoum. »
	AR2008/121/01	Audit des activités menées par le HCR en Roumanie : « Le HCR doit tirer les leçons de l'opération qu'il a menée en faveur des réfugiés ouzbeks et éviter de reproduire le même schéma dans le cadre du projet de création d'un centre de transit avant évacuation qu'il va exécuter à Timisoara. »
	AR2008/131/07	Audit des opérations du HCR dans le sud de l'Iraq
	AR2008/131/09	Audit du programme de rapatriement du HCR en Mauritanie : « Le HCR doit examiner les raisons pour lesquelles la représentation en Mauritanie n'a pas veillé à la sélection d'un partenaire d'exécution compétent ni contrôlé les activités du partenaire retenu. »
	AR2008/147/01	Audit des opérations du HCR en Thaïlande : « Des mesures correctives doivent être adoptées pour

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		remédier aux lacunes du contrôle interne sur les achats et la gestion des biens. »
	AR2008/162/02	Audit du module ressources humaines (PeopleSoft) du HCR : « Les procédures et les contrôles concernant l'entrée, le traitement et la sortie des données et des informations doivent être renforcés de manière à garantir la qualité et la fiabilité des informations de gestion fournies par le système de gestion des ressources humaines. »
	AR2008/166/01	Audit de la sécurité informatique du HCR pour les logiciels PeopleSoft : « Le HCR doit encore mettre en place une politique globale de sécurité informatique. »
UNIDIR	AN2007/385/01	Audit de l'UNIDIR : « L'Institut a pris des mesures essentielles pour améliorer sa situation financière et rationaliser son programme de travail, mais il doit encore renforcer ses mécanismes de gouvernance et améliorer l'application des statuts et règlements de l'ONU. »
FINUL	AP2007/672/04	Audit du Comité local des marchés de la FINUL.
	AP2008/672/01	Audit des opérations aériennes de la FINUL : « L'absence d'adoption officielle et d'application de politiques relatives aux opérations aériennes pourrait empêcher la FINUL d'utiliser les moyens aériens de manière rationnelle et entraver la sécurité aérienne. »
	AP2008/672/02	Audit des activités de recrutement du personnel sur le plan national à la FINUL : « Les procédures de contrôle interne concernant le recrutement et la promotion du personnel recruté sur le plan national étaient inadaptées. »
	AP2008/672/05	Audit du transport terrestre à la FINUL : « Les mécanismes de détermination des stocks de pièces de rechange des véhicules automobiles en fonction des besoins opérationnels étaient inadaptés. »
	AP2008/672/06	Audit de la gestion des carburants à la FINUL : « La mission ne dispose pas de mécanismes de contrôle interne efficaces pour la gestion des carburants. »
	AP2008/672/09	Audit des opérations maritimes de la FINUL : « Les procédures et les normes d'exécution applicables aux opérations maritimes de l'ONU sont encore en cours d'élaboration. »
BINUSIL	AP2008/622/01	Audit de la liquidation du BINUSIL : « La planification de la liquidation du BINUSIL n'était pas suffisamment efficace pour assurer une transition sans heurt vers la mission de relais en Sierra Leone et les

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		procédures de contrôle opérationnel devaient être améliorées. »
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	AS2008/800/01	Audit de l'efficacité, de l'efficience et de la qualité des services fournis aux bénéficiaires de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : « La qualité élevée globale des services fournis aux bénéficiaires de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pourrait encore être améliorée par une plus grande responsabilisation concernant le paiement des prestations, une communication efficace, une utilisation efficace des ressources en personnel et une plus grande automatisation des procédures. »
	AS2008/800/04	Audit du système à double filière de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : « L'administration du système de la double filière pour l'ajustement des pensions était généralement conforme aux politiques et objectifs établis, mais elle pourrait être encore améliorée par des processus rationalisés et automatisés, des procédures clairement établies et la mise en place de critères et de points de référence clairs. »
	AS2009/800/01	Évaluation complète des risques pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour 2009
	AT2008/800/01	Audit de PENSYS, le système de gestion de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et du système d'imagerie documentaire : « Des contrôles supplémentaires sont nécessaires pour accroître l'efficacité et la sécurité du système d'administration des pensions. »
MINUEE	AP2008/624/04	Audit de la gestion du matériel à la MINUEE : « Une liquidation efficace ne peut se faire sans une gestion prudente du matériel et des informations précises dans le contrôle des stocks. »
	AP2008/624/05	Audit complet des activités de liquidation de la MINUEE : « Les activités de liquidation de la Mission n'étaient pas organisées de manière à donner les meilleurs résultats possibles. »
	AP2008/624/06	Audit de la planification et de la progression de la liquidation de la MINUEE : « Le plan de liquidation de la MINUEE n'avait pas été arrêté définitivement et il n'existait pas de calendrier précis des étapes de liquidation établies. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
MINUK	AP2007/650/11	Audit de l'exécution de la délégation de pouvoir à la MINUK pour les achats de première nécessité
	AP2008/650/01	Audit de l'appui au fonds d'affectation spéciale pour la MINUK : « Des améliorations étaient possibles, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la délégation de pouvoir, la planification, la surveillance et l'établissement de rapports sur les activités du fonds d'affectation spéciale. »
MINUL	AP2007/626/04	Audit des patrouilles d'observateurs militaires des Nations Unies à la MINUL : « L'appui logistique aux observateurs militaires de la MINUL a besoin d'être amélioré. »
	AP2007/626/06	Audit de la fourniture et de la gestion des rations alimentaires à la MINUL : « La MINUL doit renforcer la gestion de la chaîne du froid et garantir l'hygiène de l'entreposage des rations. »
	AP2007/626/13	Audit de la gestion des stocks de biens non durables à la MINUL : « Les contrôles internes des stocks durables étaient inadaptés. »
	AP2007/626/17	Audit de la Police des Nations Unies à la MINUL : « Les personnels de la police ne satisfaisaient pas toujours complètement aux exigences et aux tests après leur arrivée. »
	AP2008/626/01	Audit du Groupe Déontologie et discipline de la MINUL : « L'accent sur les mesures de prévention pourrait améliorer le respect de la discipline à la MINUL. »
	AP2008/626/08	Audit de la fourniture de services médicaux à la MINUL : « Une mauvaise gouvernance entravait le respect des procédures de gestion des installations médicales reconnues sur le plan international. »
	MINUS	AP2007/632/03
AP2007/632/13		Audit de la gestion de la sécurité à la MINUS : « La MINUS n'appliquait pas systématiquement les politiques et directives de sécurité essentielles. »
AP2008/632/01		Audit de la mise en œuvre des projets à effet rapide à la MINUS : « Des améliorations dans la surveillance et l'évaluation des projets à effet rapide sont nécessaires pour garantir une mise en œuvre dans les délais. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AP2008/632/03	Audit de la gestion du taux de vacance de postes à la MINUS : « Des retards dans le recrutement et une rotation de personnel importante ont contribué à l'augmentation du taux de vacance à la MINUS. »
	AP2008/632/05	Évaluation des risques à la MINUS
	AP2008/632/07	Audit de la gestion de l'approvisionnement local à la MINUS : « Des améliorations sont nécessaires dans les contrôles de la planification des achats et des demandes de fourniture de biens ou services pour garantir un approvisionnement plus économique. »
	AP2008/632/11	Audit de la fourniture de services médicaux à la MINUS : « La structure d'appui médical de la MINUS doit être modifiée de sorte à garantir une utilisation optimale et plus efficace des ressources médicales, et permettre, ce faisant, à l'Organisation d'économiser environ 7 millions de dollars. »
	AP2008/632/12	Audit de la gestion du parc automobile de la MINUS : « L'absence de capacité de gestion s'est répercutée sur le travail de la Section des transports. »
	AP2008/632/13	Audit de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement à la MINUS : « De manière générale, la MINUS gérait les déchets conformément aux procédures indiquées, mais certaines améliorations sont nécessaires. »
	AP2008/632/14	Audit du recours aux services des Volontaires des Nations Unies à la MINUS : « L'efficacité du programme des Volontaires des Nations Unies pour l'appui des opérations de maintien de la paix n'a pas été évaluée. »
MINUT	AP/2008/682/01	Audit de la gestion financière à la MINUT : « Les contrôles internes sont généralement adaptés, mais des améliorations sont nécessaires concernant les sommes à recevoir, les achats directs et la prise en compte des imprévus. »
	AP2008/682/02	Audit du processus budgétaire à la MINUT : « Il est possible d'élaborer des indicateurs de réussite et de résultats qui soient mesurables et réalisables. »
	AP2008/682/03	Audit du carburant aviation à la MINUT
	AP2008/682/04	Audit du recrutement à la MINUT : « Le traitement des recrutements par l'équipe de recrutement et de gestion des effectifs (Tiger Team) manquait d'efficacité. »
	AP2008/682/05	Audit de la gestion du programme d'enquête sur les infractions graves à la MINUT : « Le retard pris dans

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
		l'ouverture des enquêtes a entraîné une accumulation des dossiers en souffrance. »
ONUCI	AP2007/640/14	Audit de l'accord selon lequel l'ONUCI s'est engagée à transférer des équipements de l'ONU à la Radiotélévision ivoirienne : « L'engagement de l'ONUCI à transférer des équipements appartenant à l'ONU à la Radiotélévision ivoirienne contre l'utilisation d'une fréquence radio FM est contraire aux règles de gestion financière de l'ONU. »
	AP2007/640/15	Audit de l'exécution de la délégation de pouvoir à l'ONUCI pour les achats de première nécessité : « Des défaillances ont été relevées dans la passation des marchés et dans l'exécution de la délégation de pouvoir pour les achats de première nécessité. »
	AP2007/640/16	Audit du Comité local des contrats à l'ONUCI : « Les procédures du Comité local des contrats de l'ONUCI et la présentation des dossiers par la Section des achats devaient être renforcées pour que le Comité puisse exercer un contrôle interne efficace sur les achats. »
	AP2008/640/01	Audit de certains aspects de la gestion financière à l'ONUCI : « Globalement, les contrôles internes fonctionnaient de manière satisfaisante, mais l'accès au système électronique de paiement pourrait être renforcé. »
	AP2008/640/02	Audit de la gestion des décaissements à l'ONUCI : « Les contrôles internes concernant le versement des prestations liées aux voyages autorisés étaient insuffisants. »
	AP2008/640/06	Audit de la gestion des programmes d'information : « La gestion des programmes d'information n'est pas conforme à la politique opérationnelle du Département de l'information. »
UNODC	AE2007/365/03	Audit du Bureau de pays de l'UNODC au Myanmar : « La réalisation des objectifs stratégiques de l'UNODC a été entravée par une gestion inadaptée des programmes et des projets. »
	AE2008/361/01	Audit du programme VIH/sida de l'UNODC : « Le mandat et la structure du programme VIH/sida à l'UNODC doivent être revus pour assurer une exécution plus efficace des programmes. »

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	AE2008/365/01	Audit de la gestion des achats à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'UNODC : « Des déficiences dans la gestion des achats ont conduit à un manque d'efficacité, des retards dans les contrats et des surcoûts. »
	AE2008/366/01	Audit du Bureau régional de l'UNODC pour la Russie et le Bélarus : « Des déficiences dans la planification, le contrôle et les rapports concernant les projets se sont traduites par un faible taux d'exécution. »
Office des Nations Unies à Genève	0346/07	Achat de matériel d'impression numérique à l'Office des Nations Unies à Genève (rapport consultatif)
	AE2008/311/01	Audit des procédures de paiement à l'Office des Nations Unies à Genève : « Alors que la certification et l'approbation des paiements étaient généralement efficaces, le contrôle de la conformité avec les Règlement financier et règles de gestion financière de l'ONU pourrait être renforcé. »
Office des Nations Unies à Nairobi	0112/08	Enquête sur les manquements présumés d'un fonctionnaire d'ONU-Habitat
	0712/07	Enquête sur un cas de conflit d'intérêts et de fausses déclarations à l'Organisation par un fonctionnaire de l'Office des Nations Unies à Nairobi
	AA2007/211/03	Audit des opérations de sécurité à l'Office des Nations Unies à Nairobi : « Des carences dans l'administration et la coordination entravent l'efficacité des opérations de sécurité et de sûreté. »
UNOPS/Bureau des affaires juridiques	PTF-R010/08	Rapport sur l'UNOPS Afghanistan et un ancien fonctionnaire de l'ONU (partie I de III)
Office des Nations Unies à Vienne	0053/08	Base de données de secours des services informatiques de l'Office des Nations Unies à Vienne (rapport consultatif)
Office des Nations Unies à Vienne/UNODC	AE2007/361/01	Audit du Système intégré de gestion de l'information programmatique et financière (ProFi) de l'UNODC : « Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour assurer la séparation des fonctions, la répartition claire des rôles entre les propriétaires de données, et la confidentialité et l'intégrité des systèmes de données et de logiciels. »
UNSCO	AP2007/678/01	Audit des services d'appui de l'UNSCO

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
ONUST	AP2007/674/02	Audit de la gestion des ressources humaines à l'ONUST : « L'appui des observateurs militaires de l'ONUST par d'autres missions de maintien de la paix présentes dans la région pourrait permettre de réaliser des économies importantes. »
	AP2008/674/01	Audit de la sûreté et de la sécurité à l'ONUST : « De manière générale, les mesures de sûreté et de sécurité étaient en place à l'ONUST. »
Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	IED-08-004	Suivi de l'évaluation des activités du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

### C. Rapports de clôture

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Département de l'appui aux missions	0065/05	Implication présumée de fonctionnaires dans des activités à caractère sexuel à la MONUC
	0112/09	Faute présumée d'un fonctionnaire de la MINUT
	0184/09	Faute présumée d'un fonctionnaire de l'ancienne MINUEE
	0211/07	Cas d'exploitation sexuelle mettant en cause un Volontaire des Nations Unies à la MONUC
	0227/08	Irrégularités présumées en matière d'achats à la MINUK
	0334/07	Enquêtes sur des cas présumés de torture et de mauvais traitements infligés à des détenus par des agents de maintien de la paix à la MONUC
	0406/06	Cas présumé d'exploitation et d'abus sexuels visant un fonctionnaire de la MINUL recruté sur le plan international
	0453/08	Cas présumé d'utilisation frauduleuse des ressources des Nations Unies par un fonctionnaire de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
	0484/08	Cas présumé d'exploitation et d'abus sexuels mettant en cause un fonctionnaire de la MINUL
	0795/06	Faute présumée d'un ancien fonctionnaire de l'ONUCI
	0918/06	Cas d'exploitation sexuelle par un fonctionnaire de l'ancienne Opération des Nations Unies au Burundi et dépôt d'une plainte à l'encontre d'un fonctionnaire

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
Département de la gestion	0052/09	Abus présumés dans la gestion et l'administration de substances réglementées à la Division des services médicaux de l'Organisation des Nations Unies
	0195/08	Cas présumé de divulgation de renseignements confidentiels concernant un entretien de recrutement à un poste de rang supérieur à l'Organisation des Nations Unies
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	0583/07	Irrégularités dans la gestion de projets au Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Côte d'Ivoire
Bureau des services de contrôle interne	0007/08	Problèmes d'intégrité suscités par un contrat portant sur des concours extérieurs à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
	0018/08	Faute présumée d'un fonctionnaire de l'ONUV
	0039/07	Dénonciation d'une faute commise par quatre fonctionnaires des Nations Unies déployés par la MINUS
	0057/08	Vol de rations à la FINUL
	0079/07	Faute présumée d'un fonctionnaire déployé avec la MINUSTAH
	0144/06	Comportement répréhensible d'un fonctionnaire de la Police des Nations Unies en poste à la MINUL
	0149/08	Cas présumé d'exploitation sexuelle mettant en cause un fonctionnaire déployé avec l'ONUCI
	0153/07	Utilisation illégale de biens appartenant à une entreprise
	0171/08	Possession illégale d'armes et de munitions à blanc à la FINUL
	0179/09	Faute présumée de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies
	0226/08	Exploitation et abus sexuels commis par un Volontaire des Nations Unies rattaché à la MINUNEP
	0301/08	Faute présumée d'un fonctionnaire du Département de la sûreté et de la sécurité, au Siège de l'Organisation des Nations Unies
	0310/05	Cas présumé de fraude au titre d'une prestation à la MONUC
0319/07	Dénonciation d'un cas d'utilisation frauduleuse de technologies de l'information et des communications à la FNUOD	

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0324/08	Faute présumée d'un fonctionnaire du Département de la gestion
	0355/07	Plainte pour corruption mettant en cause un fonctionnaire de la MINUK
	0357/08	Faute présumée d'un fonctionnaire de la MANUI
	0370/08	Cas d'exploitation et d'abus sexuels mettant en cause un fonctionnaire de la MINUL
	0379/08	Plainte pour présomption de comportement sexuel répréhensible déposée à l'encontre d'un fonctionnaire
	0381/08	Cas d'exploitation et d'abus sexuels mettant en cause un fonctionnaire de la Police des Nations Unies affecté à l'ONUCI
	0382/07	Renseignements concernant une affaire de drogue sur laquelle une enquête a été ouverte par les services de justice pénale d'un État Membre
	0394/08	Faute présumée à la MINUK
	0402/08	Dénonciation d'une faute visant des agents du Service chargé des enquêtes financières et des juges et procureurs internationaux au Kosovo
	0405/08	Présomption de fraude concernant des demandes spéciales de remboursement au titre de l'assurance médicale mettant en cause un fonctionnaire de la Commission économique pour l'Afrique
	0423/08	Vol présumé de biens privés à la MINUT
	0445/08	Faute présumée de fonctionnaires de la MINUNEP
	0473/06	Cas d'exploitation sexuelle mettant en cause un ancien fonctionnaire de la MONUC
	0502/08	Vol de rations au sein de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
	0507/08	Abus de pouvoir, actes de harcèlement, menaces, intimidations et discrimination à l'encontre d'un fonctionnaire de la FINUL
	0527/07	Manquement à l'obligation de communiquer tous les renseignements demandés dans la notice personnelle des Nations Unies à remplir pour postuler un emploi à l'ONU
	0536/07	Abus de pouvoir, détournement de fonds et manquement à l'obligation de sanctionner une faute mettant en cause un ancien fonctionnaire de la Commission d'enquête internationale indépendante

<i>Entité</i>	<i>Numéro de référence</i>	<i>Sujet</i>
	0550/08	Irrégularités présumées mettant en cause des fonctionnaires en poste au Siège de l'Organisation des Nations Unies
	0660/07	Fraude présumée concernant l'utilisation des lignes de téléphone par satellite de la MANUI
	0669/07	Plainte pour violences sexuelles déposée à l'encontre d'un fonctionnaire de la Police des Nations Unies et d'un observateur militaire des Nations Unies déployés à la MINUS au moment des faits
	0673/07	Exploitation sexuelle d'un ancien fonctionnaire de la MINUK
	0676/07	Irrégularités présumées en matière de recrutement à la FINUL
	0681/07	Faute présumée d'un fonctionnaire de la Police des Nations Unies à la MINUT
	0703/07	Fraude présumée sur les prestations impliquant un fonctionnaire de la FINUL
	0734/06	Présomption de tentative de meurtre et d'exploitation sexuelle mettant en cause un membre des unités de police constituées déployé à la MONUC au moment des faits
	0799/06	Cas présumé de harcèlement d'un fonctionnaire de l'ONUN
PNUE	0713/07	Présomption de gestion frauduleuse de fonds au PNUE
FINUL	0426/08	Faute présumée d'un fonctionnaire de la FINUL
MINUS	0888/06	Faute présumée d'un ancien fonctionnaire de la MINUS
ONUV	0010/08	Irrégularités présumées en matière d'achats à l'Office des Nations Unies à Vienne concernant le projet de rénovation de la Porte 1 du Centre international de Vienne
	0053/08	Faute présumée concernant le Service informatique de l'ONUV